

La fulgurante carrière du fils Tiberi

BOMBARDÉ contrôleur général économique et financier de première classe par décret en date du 20 janvier, Dominique Tiberi peut se vanter d'être à l'origine d'un bel exploit. Pour nommer, en Conseil des ministres, le fils de l'ancien maire de Paris, Sarko est passé outre l'avis défavorable adopté – pour la première fois – à l'unanimité des six membres de la commission chargée d'apprécier l'aptitude des candidats. Même le patron du Contrôle général de Bercy, Charles Coppolani, qui s'abstient toujours dans les cas litigieux, a voté contre l'arrivée du fiston Tiberi.



Le «Doumé», qui ambitionne de succéder à son père Jean comme maire du V^e arrondissement, affiche un parcours professionnel trop léger au goût de la commission. Outre deux passages dans des cabinets minis-

tériels RPR, la carrière de Dominique Tiberi se limite au groupe Air France, où il a occupé des postes secondaires. Dans son avis, rendu le 10 janvier, la commission note cruellement « le caractère très succinct (une quinzaine de lignes) et imprécis du descriptif de carrière fourni par l'intéressé lui-même ».

Et ce n'est pas mieux à l'oral. « L'audition (...) a aussi fait apparaître l'absence de connaissance par l'intéressé des missions du corps et des compétences que les fonctions dans ce corps requièrent. »

Et la conclusion claque :

AVIS DE LA COMMISSION

chargée d'apprécier l'aptitude à exercer les fonctions de membre du corps du contrôle général économique et financier

La commission, pour ces raisons, estime que M. TIBERI n'est pas apte à exercer les fonctions de membre du corps du contrôle général économique et financier.

C'est à la demande de Fillon que Sarko a décidé de passer outre et d'accorder ce poste au fils Tiberi. Un cadeau intéressé : le Premier ministre, qui envisage de se faire élire député de Paris en

2012 dans la nouvelle circonscription qui recouvre les V^e, VI^e et VII^e arrondissements, compte sur le clan Tiberi pour lui chauffer la place dans leur fief. Et lui servir aussi de témoin de moralité ?

UNE VILLE US LICENCIE TOUTS SES ENSEIGNANTS !

Pendant que les banquiers US s'en mettent plein les poches, les Américains payent la note, voyez la municipalité de Providence (Rhode Island) qui a décidé de licencier tous les profs et personnel d'école fin février, soit 1926 personnes, et cela "given the dire budget outline for the 2011-2012 school year in which we are projecting a near \$40 million deficit" nous dit le [Providence Journal](#). Ben au moins, plus de profs, plus de gamins sachant lire et compter, donc plus de banquiers. C'est au moins ça de gagné. Mais ce n'est pas pour tout de suite. Quant à l'Etat Michigan, Mr Constans nous dit qu'il demande à la ville de Detroit de fermer la moitié de ses écoles, [lire CBS News](#). Une nation d'analphabètes est en train de voir le jour.

<http://www.cbsnews.com/stories/2011/02/21/national/main20034397.shtml>

Y'en a
marre

Y'en a marre

N°011

Classement Forbes : record absolu du nombre de milliardaires dans le monde. Chez les puissants de la planète, la crise est bien oubliée : le nombre total de milliardaires est de 1 210 en 2011, un record absolu depuis les vingt-cinq ans d'existence de ce classement, et 214 de plus que l'an dernier. Tous ensemble, ces oligarques pèsent 4 500 milliards de dollars, soit plus que le produit intérieur brut de l'Allemagne, souligne Forbes.

LES IRLANDAIS DISENT "F... YOU" AU FMI

Les élections du week end ont permis aux Irlandais de se venger du gouvernement précédent qui a vendu son âme au FMI, et maintenant la suite des événements risque d'être chaotique aussi bien pour la BCE que pour les Anglois et les Allemands, prompts à mettre les Irish en esclavage pour sauver leurs banques. Le [Fianna Fail](#) a été écrasé par les 70% des électeurs qui se sont levés en masse pour aller voter et se venger. Du jamais vu. La revanche des serfs et des gueux par voie électorale. Au passage, les Verts, les poules mouillées de la politique, ont aussi été décimés. Les couilles molles vertes qui ont tenté de plaire à tout le monde n'en reviennent pas. N'oubliez pas, la même chose peut se passer en France, un raz de marée, si j'ose dire, pour Marine le Pen. La crise affute les identités nationales et les Irlandais viennent de nous le prouver.

Portugal. Les précaires sortent de l'ombre

"J'appartiens à la génération privée de salaire et cette condition ne me dérange pas. Quelle conne je suis ! (...) Et je me demande quel est ce monde débile, où pour devenir esclave, il faut avoir étudié (...) J'appartiens à la génération 'à quoi ça sert de se plaindre', il y a pire que moi à la télé (...) Mais cette situation a trop duré et je ne suis pas conne !" C'est en écoutant

Parva que sou ('Quelle conne je suis') de Deolinda qu'un chômeur, un boursier et un travailleur précaire ont décidé de lancer l'appel à la "manifestation de la génération fauchée". Le groupe, très apprécié au Portugal, s'est fait connaître en modernisant le fado et la musique populaire. Deolinda a donc fait le pari de s'aventurer dans la chanson engagée. Avec succès.

Les jeunes particulièrement touchés ont décidé de réagir en manifestant le 12 mars.

SOLÈNE et Nancy, 12 ans chacune, ont construit, pendant les vacances de Noël, une cabane dans le bois situé juste au-dessus de leur maison, à Corneilla-de-Conflent, dans les Pyrénées-Orientales. Comble de bonheur, un petit chat abandonné est venu se réfugier sous la bâche tendue entre les arbres, et les deux gamines se sont empressées de lui apporter lait, croquettes et affection.

Le 3 janvier, une conseillère municipale leur rend une visite pas très amicale et leur remet un message de la mairie, ordonnant aux « organisateurs de ce "camping sauvage" d'évacuer les lieux sous peine de verbalisation par la gendarmerie ». La maire de la commune, Claudette Martinetto, approuve cette démarche : « Il faut dissuader ceux qui veulent faire du cabanisme (sic !). Quand nous avons vu les restes de lait, nous avons cru que c'était un couple avec un bébé. » En pareil cas, il ne serait pas plutôt judicieux d'appeler les services sociaux ?

Le texte, martial, remis aux deux gamines et écrit de la blanche main de Mme le Maire, explique peut-être cette soudaine application de la « tolérance zéro » : « Ce campement illégal est établi sur un terrain privé dont le propriétaire fait partie du conseil municipal. » Voilà qui change tout !

« LES supérettes privées de dimanche après-midi », annonce « Le Parisien » (11/2), qui ajoute : « Les enseignes ne devront pas ouvrir leurs portes à la clientèle après 13 heures et sont sommées, si elles pratiquent l'ouverture dominicale, d'accorder un jour de repos par semaine à leurs salariés. »

Si les caissières de magasin ont le droit de se reposer un jour par semaine, elles vont bientôt demander aussi à être correctement payées. Et puis quoi encore ?

ENCORE un immense progrès dans l'alimentation humaine : l'industrie alimentaire mondiale utilise de plus en plus massivement l'huile de palme, « une mauvaise graisse omniprésente », écrit « Le Figaro » (10/2). Les nutritionnistes sont en effet unanimes pour affirmer que cette huile accroît considérablement le risque cardio-vasculaire. Mais qu'importe (c'est le cas de le dire, cette huile de palme étant importée d'Asie), on en trouve partout, y compris dans certains biscuits prétendument bio. Les producteurs de cette cochonnerie ont déjà détruit des centaines de milliers d'hectares de forêts, et la faune qui allait avec, en Indonésie et en Malaisie, pour planter leurs palmiers. Et, comme ça finit par râler fort dans ces pays, les « géants de la production d'huile de palme, écrit "Le Monde" (10/2), veulent faire du Liberia leur base d'exportation vers l'Europe ». La firme Sime Darby a ainsi acheté une concession de 220 000 ha dans ce pays africain ravagé naguère par la guerre civile.

Un fléau chasse l'autre.

Du blé plein les poches

QUI, parmi nos agriculteurs, a le plus profité des 11 milliards d'euros d'aides européennes ? L'année dernière, en allant sur le site du ministère de l'Agriculture, on pouvait éplucher la liste des 390 000 heureux bénéficiaires. S'apercevoir, par exemple, que tel céréalier en Aquitaine avait empoché plus de 300 000 euros grâce à ses 600 ha de maïs.

Las, la transparence n'aura pas duré longtemps. La Cour de justice européenne a en effet estimé que livrer le nom des bénéficiaires constituait une terrible atteinte à la vie privée. Voilà une bonne nouvelle pour les céréaliers, qui siphonnent à eux seuls 60 % des aides de la PAC. Désormais, on ne saura plus qui a la plus grosse part du gâteau. Ça tombe bien, le prix des céréales flambe. Les cours du blé ont ainsi grimpé de 60 %. Mieux, les céréaliers ont trouvé une astuce pour filouter Bruxelles, qui voulait réduire leurs subventions. Jusqu'à présent, les agriculteurs qui

avaient mis leurs champs en prairies ou qui faisaient des fruits et légumes n'avaient pas droit à un kopeck. En dehors des éleveurs, seuls les betteraviers et les céréaliers profitaient de la PAC.

Histoire de distribuer l'argent de façon plus équitable, l'Europe a décidé que les aides à l'hectare seraient les mêmes quel que soit le type de cultures. Dans le jargon bruxellois, on appelle ça le « découplage ». Désormais, 1 ha de salades rapporte autant que 1 ha de maïs. On applaudit des deux mains. Sauf que chez nous rien n'a changé ou presque. Pourquoi ? En 2007, les céréaliers ont accepté que 75 % des aides qu'ils percevaient soient découplées, mais en imposant que le montant versé à l'hectare reste le même ! Quant aux 25 % d'aides qui demeurent couplées, Bruxelles a attendu l'an dernier pour leur en piquer la moitié. Soit 600 millions redistribués aux autres agriculteurs.

Usine Bosch d'Angers (450 salariés) : pas de rachat par le Japonais Akebono

Les 450 salariés et la centaine d'intérimaires de l'usine Bosch, à Saint-Barthélemy-d'Anjou, se trouvent dans l'expectative.

Les négociations avec Akebono, le groupe japonais qui devait reprendre la division freinage, 5 000 salariés dans le monde, sont rompues.

« Cela aurait pu être une bonne solution », estime Patrick Michiels, directeur de l'usine angevine. Faut d'accord avec Akebono, le groupe cherche toujours un partenaire.

« Il est urgent que Bosch trouve une solution de remplacement, martèle Jacques Cadix, de la CGT. Nous savons que notre division ne peut pas être pérenne dans l'organisation actuelle. Le coût des structures est trop élevé par rapport à la concurrence. »

Les salariés craignent désormais d'être repris par une société qui travaille déjà dans l'activité freinage. Avec, à la clé, des restructurations importantes.

Dans l'immédiat, l'usine tourne à 27 000 freins par jour, une production correcte. Elle développe et produira le nouveau frein de parking électrique au deuxième semestre 2012.